

## CES ÉLUS QUI SE CACHENT



### Logements d'insertion pour les Roms à Montreuil

Il y a peu, lors d'une visite en province, Cécile Duflot apprend que le maire PS qui la reçoit a un village d'insertion pour les Roms. La ministre, suivie par la presse, demande à le voir. Réponse de l'édile: « Tu es folle! Je ne veux pas d'appel d'air. » Aujourd'hui les villes qui développent des programmes à destination des familles roms ne veulent pas trop que ça se sache. Les meilleurs élèves cachent leur bulletin de notes. Comme à Strasbourg où le maire PS a donné consigne à son élue écolo en charge de la solidarité: « Tu fais, mais tu n'en parles pas! » Car la condition du succès est que la ville n'ait à gérer que quelques centaines, et non des milliers, de Roms. Même discrétion dans l'Essonne, où le président du conseil général, Jérôme Guedj, finance un projet d'insertion dont il préfère ne pas faire trop de publicité. A Montreuil, Dominique Voynet sait qu'elle est accusée par ses adversaires y compris à gauche d'en faire trop pour les Roms. Mais elle assume: des logements modulaires gérés par l'Association des Cités du Secours catholique ont été construits en centre-ville. Si chaque commune prenait sa part, le problème serait réglé, selon l'écologiste. Le coût pour la municipalité: de 7 à 9 euros par habitant et par an. Avec toutefois une aide massive de l'Etat et de l'Union européenne.

M. T.